



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 02 du 13 janvier 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 13 janvier 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	24
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	24
Arrêté du 9 janvier 2012 instituant l'implantation du bureau de vote dans la commune de Mercy-le-Bas - Année 2012.....	24
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	24
CABINET.....	24
Bureau des polices administratives.....	24
Arrêté n° 20083985 du 9 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation de vidéoprotection de la S.A. KAMELIA INTERMARCHÉ à LIVERDUN.....	24
Extrait de l'arrêté n° 20110385 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société GARAGE MAILLEFERT SARL à FROUARD.....	24
Extrait de l'arrêté n° 20110387 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société CIBOMAT POINT à NANCY.....	25
Extrait de l'arrêté n° 20110388 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection au restaurant HRC « ARCHE » à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE.....	26
Extrait de l'arrêté n° 20110396 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société UTOPLIS LONGWY SAS à LONGWY.....	27
Extrait de l'arrêté n° 20110404 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société SARL TONNELLE ALIMENTATION « 8 A HUIT » à GORCY.....	27
Extrait de l'arrêté n° 20110405 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société SARL XAV DISTRIBUTION « CARREFOUR CONTACT » à NANCY.....	28
Extrait de l'arrêté n° 20110416 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société BELLEVILL'AUTO à BELLEVILLE.....	29
Extrait de l'arrêté n° 20110427 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société PIGNOLET MATERIEL à LUDRES.....	29
Extrait de l'arrêté n° 20110430 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection au restaurant KFC, pour la société KMOM à MONT-SAINT-MARTIN.....	30
Extrait de l'arrêté n° 20110440 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société WELCOM SARL à PONT-A-MOUSSON.....	31
Extrait de l'arrêté n° 20110441 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société WELCOM SARL à TOUL.....	32
Extrait de l'arrêté n° 20110463 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société ZENIUM à FLEVILLE-DEVANT-NANCY.....	32
Extrait de l'arrêté n° 20110468 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection au restaurant MAC DONALD'S pour la société LUN'R SARL à LUNEVILLE.....	33
Extrait de l'arrêté n° 20110480 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la coopérative agricole EMC2 à BOISMONT.....	34
Extrait de l'arrêté n° 20110481 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société LORRAINE COMPRESSEURS MAINTENANCE à MILLERY.....	35
Service interministériel de défense et de protection civile.....	35
Arrêté N° 21/2012/SIDPC54/secourisme du 11 janvier 2012 portant renouvellement d'agrément à assurer les formations aux premiers secours.....	35
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	36
Bureau de la citoyenneté.....	36
Arrêté du 10 janvier 2012 portant habilitation funéraire à l'entreprise SARLU « Groupe SC 54 » à Vandoeuvre.....	36
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	36
Bureau des procédures environnementales.....	36
Arrêté du 21 décembre 2011 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement du raccordement à 63 000 volts du poste des Longs Prés (SAS Blénod-lès-Pont-à-Mousson Rosières 2 et 3) sur le poste d'AVRIMA (RTE EDF TRANSPORT SA).....	36
Arrêté du 21 décembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Brenntag Lorraine de Toul.....	37
Arrêté du 10 janvier 2012 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance.....	38
Arrêté du 10 janvier 2012 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de l'Avant-Garde.....	39
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	40
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	40
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	40
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-001 en date du 10 janvier 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de dépose de panneau à message variable sur A31 au PR 242.....	40
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	41
Etablissements de santé.....	41
Décision n° 2012-0001 en date du 13 janvier 2012 portant placement sous administration provisoire du Centre Hospitalier Intercommunal UNISANTE + ..	41
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	42
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	42
Arrêté 2011/DDT54/AF/Association foncière/421 du 19 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Villers-le-Rond.....	42
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	43
Arrêté n°2011/DDT54/ADUR/012 du 14 octobre 2011 portant création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) CHAMBLEY- PLANET / AIR située sur le territoire des communes de Hagéville et Saint-Julien-lès-Gorze.....	43
Arrêté n°2011/DDT54/ADUR/011 du 7 décembre 2011 fixant la composition de la commission locale du secteur sauvegardé de Nancy.....	43
Arrêté n°2011/DDT54/ADUR/010 du 7 décembre 2011 portant extension et mise en révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Nancy.....	44
Arrêté n°2011/DDT54/ADUR/015 du 29 décembre 2011 portant rectificatif de l'arrêté n°2011/DDT54/ADUR/0002 approuvant la carte communale de Mont-L'Etrout en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	45
SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST.....	45
Arrêté N° 2011/30 du 27 décembre 2011 portant déclaration, au titre du code de l'environnement, du réaménagement du site rue des Trappiers sur la commune de Dieulouard - Pétitionnaire : PAPREC RESEAU.....	45
AUTRES SERVICES.....	47
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	47
Secrétariat direction générale et affaires juridiques.....	47
Délégation de signature du 6 décembre 2011 à M. Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques.....	47
Délégation de signature du 2 janvier 2012 à Mme Aurélie PRETAT, Directeur des Affaires Juridiques.....	48
Délégation de signature du 3 janvier 2012 à Mme Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature.....	48
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY.....	50
Décision n° 005/12 de délégation de signature en date du 3 janvier 2012.....	50
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	50
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	50
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	50
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	50
Unité affaires transversales et contentieux.....	50
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 58790 du 9 janvier 2012 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Foug.....	50

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 60181 du 9 janvier 2012 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Thiaucourt-Regnieville.....	51
---	----

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**

Arrêté du 9 janvier 2012 instituant l'implantation du bureau de vote dans la commune de Mercy-le-Bas - Année 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Electoral, notamment les articles L.17, R.24 et R.40,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2011 donnant délégation de signature à Madame Christine BOEHLER, Sous-Préfète de BRIEY,

VU la demande du maire de MERCY LE BAS en date du 15 décembre 2011,

CONSIDERANT que le bureau de vote unique initialement situé salle du Foyer Municipal ne pourra être utilisé lors des prochaines élections,

ARRETE

Article 1er : Le bureau de vote unique de la commune de MERCY LE BAS est provisoirement établi salle Sainte Barbe.

Article 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de BRIEY, M. le Maire de MERCY LE BAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 9 janvier 2012

La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau des polices administratives

Arrêté n° 20083985 du 9 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation de vidéoprotection de la S.A. KAMELIA INTERMARCHÉ à LIVERDUN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé route de FROUARD, 54460 LIVERDUN, présentée par M. Cyril RAGOT, président directeur général de la S.A. KAMELIA INTERMARCHÉ ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Cyril RAGOT, pour la S.A. KAMELIA INTERMARCHÉ, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083985.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé.

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 2 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 3 - La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Cyril RAGOT, président directeur général de la S.A. KAMELIA INTERMARCHÉ ainsi qu'au Maire de LIVERDUN et au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110385 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société GARAGE MAILLEFERT SARL à FROUARD

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Olivier MAILLEFERT, comptable de la société GARAGE MAILLEFERT SARL, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 91 rue de METZ, 54390 FROUARD ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Olivier MAILLEFERT, comptable de la société GARAGE MAILLEFERT SARL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110385.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Olivier MAILLEFERT, comptable.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Olivier MAILLEFERT, comptable de la société GARAGE MAILLEFERT SARL, et dont une copie sera transmise au Maire de FROUARD.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110387 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société CIBOMAT POINT à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Jean-François VINCENT, responsable patrimoine pour la société CIBOMAT POINT P, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 113 boulevard d'AUSTRASIE, 54000 NANCY.

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Jean-François VINCENT, responsable patrimoine pour la société CIBOMAT POINT P est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110387.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-François VINCENT, responsable patrimoine.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 6 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-François VINCENT, responsable patrimoine pour la société CIBOMAT POINT P, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110388 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection au restaurant HRC « ARCHE » à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Sylvain FORMENTEL, directeur du restaurant HRC « ARCHE », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé A31 AIRE DE TOUL DOMMARTIN, 54200 CHAUDENEY SUR MOSELLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Sylvain FORMENTEL, directeur du restaurant HRC « ARCHE », est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110388.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Sylvain FORMENTEL, directeur.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Sylvain FORMENTEL, directeur du restaurant HRC « ARCHE », et dont une copie sera transmise au Maire de CHAUDENEY SUR MOSELLE ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110396 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société UTOPOLIS LONGWY SAS à LONGWY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Christophe CONTI, responsable technique de la société UTOPOLIS LONGWY SAS, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé avenue SAINTIGNON, 54400 LONGWY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Christophe CONTI, responsable technique de la société UTOPOLIS LONGWY SAS est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110396.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christophe CONTI, responsable technique.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Christophe CONTI, pour UTOPOLIS LONGWY SAS, et dont une copie sera transmise au Maire de LONGWY ainsi qu'à la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110404 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société SARL TONNELLE ALIMENTATION « 8 A HUIT » à GORCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Pascal TONNELLE, gérant de la SARL TONNELLE ALIMENTATION « 8 A HUIT », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 25 grande RUE, 54730 GORCY;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Pascal TONNELLE, gérant de la SARL TONNELLE ALIMENTATION « 8 A HUIT » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110404.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Pascal TONNELLE, gérant

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Pascal TONNELLE, gérant de la SARL TONNELLE ALIMENTATION « 8 A HUIT », et dont une copie sera transmise au Maire de GORCY ainsi qu'à la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110405 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société SARL XAV DISTRIBUTION « CARREFOUR CONTACT » à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Michèle LE CABEC, gérante de la SARL XAV DISTRIBUTION « CARREFOUR CONTACT », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 77 rue Charles KELLER, 54000 NANCY;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Mme Michèle LE CABEC, gérante de la SARL XAV DISTRIBUTION « CARREFOUR CONTACT » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110405.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Michèle LE CABEC, gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Michèle LE CABEC, gérante de la SARL XAV DISTRIBUTION « CARREFOUR CONTACT », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110416 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société BELLEVILL'AUTO à BELLEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Christine BOUDEVIN, gérante de la société BELLEVILL'AUTO, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé route Nationale, 54940 BELLEVILLE;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Mme Christine BOUDEVIN, gérante de la société BELLEVILL'AUTO est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110416.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Christine BOUDEVIN, gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Christine BOUDEVIN, gérante de la société BELLEVILL'AUTO, et dont une copie sera transmise au Maire de BELLEVILLE.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110427 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société PIGNOLET MATERIEL à LUDRES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Vincent VIGNERON, directeur de la société PIGNOLET MATERIEL, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 215 rue PASCAL, 54710 LUDRES;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Vincent VIGNERON, directeur de la société PIGNOLET MATERIEL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110427.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Vincent VIGNERON, directeur.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Vincent VIGNERON, directeur de la société PIGNOLET MATERIEL, et dont une copie sera transmise au Maire de LUDRES.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110430 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en œuvre d'un système de vidéoprotection au restaurant KFC, pour la société KMON à MONT-SAINT-MARTIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Thierry MONET, gérant du restaurant KFC, pour la société KMON, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé boulevard de l'Europe, parc international des 3 frontières, 54350 MONT SAINT MARTIN ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Thierry MONET, gérant du restaurant KFC pour la société KMON est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110430.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Thierry MONET, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Thierry MONET, gérant du restaurant KFC, pour la société KMON, et dont une copie sera transmise au Maire de MONT-SAINT-MARTIN ainsi qu'à la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110440 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société WELCOM SARL à PONT-A-MOUSSON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Franck PERIDON, gérant de WELCOM SARL, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 42 rue Victor HUGO, 54700 PONT-A-MOUSSON ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Franck PERIDON, gérant de WELCOM SARL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110440.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Franck PERIDON, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Franck PERIDON, gérant de WELCOM SARL, et dont une copie sera transmise au Maire de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110441 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société WELCOM SARL à TOUL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Franck PERIDON, gérant de la société WELCOM SARL, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 11 rue GAMBETTA, 54200 TOUL;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Franck PERIDON, gérant de la société WELCOM SARL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110441.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Franck PERIDON, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Franck PERIDON, gérant de la société WELCOM SARL, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110463 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société ZENIUM à FLEVILLE-DEVANT-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Maryse MANGENOT, présidente de la société ZENIUM, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 100 rue Edouard MICHELIN, 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Mme Maryse MANGENOT, présidente de la société ZENIUM est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110463.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Maryse MANGENOT, présidente.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Maryse MANGENOT, présidente de la société ZENIUM, et dont une copie sera transmise au Maire de FLEVILLE-DEVANT-NANCY.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110468 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en œuvre d'un système de vidéoprotection au restaurant MAC DONALD'S pour la société LUN'R SARL à LUNEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Ikhlef HADJ-CHIKH, gérant du restaurant MAC DONALD'S pour la société LUN'R SARL, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 5 rue du Pré CONTAL, 54300 LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Ikhlef HADJ-CHIKH, gérant du restaurant MAC DONALD'S pour la société LUN'R SARL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110468.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Ikhlef HADJ-CHIKH, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Ikhlef HADJ-CHIKH, gérant du restaurant MAC DONALD'S pour la société LUN'R SARL, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110480 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la coopérative agricole EMC2 à BOISMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Jean-Pierre BIDEAU, pour la coopérative agricole EMC2, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé Chemin Bazailles, 54620 BOISMONT ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Jean-Pierre BIDEAU, pour la coopérative agricole EMC2 est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110480.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Laurent LEGRAND, responsable sécurité

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Pierre BIDEAU, pour la coopérative agricole EMC2, et dont une copie sera transmise au Maire de BOISMONT ainsi qu'à la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Extrait de l'arrêté n° 20110481 du 9 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection à la société LORRAINE COMPRESSEURS MAINTENANCE à MILLERY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Mickael BERTRAND, Président Directeur Général de la société LORRAINE COMPRESSEURS MAINTENANCE, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 6 rue Bois JACQUOT, Pôle des SABLONS, 54670 MILLERY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Mickael BERTRAND, Président Directeur Général de la société LORRAINE COMPRESSEURS MAINTENANCE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110481.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Mickael BERTRAND, Président Directeur Général.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Mickael BERTRAND, Président Directeur Général de la société LORRAINE COMPRESSEURS MAINTENANCE, et dont une copie sera transmise au Maire de MILLERY.

Nancy, le 9 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Service interministériel de défense et de protection civile

Arrêté N° 21/2012/SIDPC54/secourisme du 11 janvier 2012 portant renouvellement d'agrément à assurer les formations aux premiers secours

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté ministériel du 8 novembre 1991 relatif à la formation aux premiers secours modifié ;

VU le décret n° 92.514 du 12 juin 1992 relatif à la formation de moniteur des premiers secours modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif à la formation de moniteur des premiers secours modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 18 mai 1993 portant agrément à la fédération nationale des sapeurs-pompiers français pour les formations aux premiers secours ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1994 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours à l'union départementale des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2001 relatif à la formation des secouristes à l'utilisation d'un défibrillateur semi-automatique et sa circulaire d'application du 24 octobre 2001 ;

VU les arrêtés préfectoraux des 18 novembre 1997, 10 février 2000, 5 mars 2002 et du 15 avril 2004, 20 janvier 2006, 11 juillet 2008, portant renouvellement de l'agrément à assurer les formations aux premiers secours à l'union départementale des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle ;

VU la demande de renouvellement d'agrément établie le 9 janvier 2012, par le Commandant Stéphanie CHAUBET, Présidente de l'union départementale des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : L'union départementale des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les différentes formations aux premiers secours et celles des moniteurs des premiers secours, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années à compter de la date de notification du présent arrêté ;

Article 2 : L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

Article 3 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, et le Commandant Stéphanie CHAUBET, Présidente de l'union départementale des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle, représentant légal de cet organisme, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs du département.
Nancy, le 11 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau de la citoyenneté

Arrêté du 10 janvier 2012 portant habilitation funéraire à l'entreprise SARLU « Groupe SC 54 » à Vandoeuvre

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;
CONSIDÉRANT la demande de renouvellement d'habilitation funéraire formulée par M. Laurent SCHWALLER, gérant de la SARLU « Groupe SC 54 », 11 rue d'Amsterdam - Vand'Afaires - 54500 VANDOEUVRE ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'entreprise SARLU « Groupe SC 54 » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant mise en bière,
- Transport de corps après mise en bière,
- La fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est le 2010-54-176.

Article 3 : La durée de la présente habilitation est accordée pour une durée de six ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Laurent SCHWALLER et dont copie sera adressée aux :

- Maire de VANDOEUVRE ;
- Directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 21 décembre 2011 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement du raccordement à 63 000 volts du poste des Longs Prés (SAS Blénod-lès-Pont-à-Mousson Rosières 2 et 3) sur le poste d'AVRIMA (RTE EDF TRANSPORT SA)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 à L. 122-3 et ses articles L. 123-1 à L. 123-16, ensemble les décrets n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié et n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris respectivement pour leur application ;
VU la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie électrique, notamment son article 12 ;
VU la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, notamment son article 35 ;
VU la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ;
VU la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ;
VU le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 modifiée concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes ;
VU le dossier déposé le 11 août 2011 par lequel RTE EDF Transport SA sollicite la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement du raccordement à 63 000 volts du poste des Longs Prés (SAS BLENOD LES PONT A MOUSSON Rosières 2 et 3) sur le poste d'AVRIMA (RTE EDF TRANSPORT SA) ;
VU les résultats de l'instruction administrative ;
VU les pièces constatant la publicité et la mise à disposition du public ;
VU le bilan du 27 octobre 2011 de la mise à disposition du public dressé par le demandeur ;
VU le procès-verbal de clôture de conférence administrative du 9 novembre 2011 ;
VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 5 décembre 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux de raccordement à 63 000 volts du poste des Longs Prés (SAS BLENOD LES PONT A MOUSSON Rosières 2 et 3) sur le poste d'AVRIMA (RTE EDF TRANSPORT SA) sur le territoire de la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de BLENOD LES PONT A MOUSSON et fera l'objet d'une mention dans deux journaux locaux.

Article 3 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de BLENOD LES PONT A MOUSSON, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de RTE EDF Transport SA.

Nancy, le 21 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Arrêté du 21 décembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Brenntag Lorraine de Toul

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8, L. 515-15 à L. 515-25 et L. 123-1 à L. 123-16 et R. 515-39 à R. 515-50 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1, L. 211, L. 230.1 et suivants, L. 300-2 et suivants, R. 126-1 et R. 126-2 ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour de l'établissement BRENNTAG LORRAINE à TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 août 2011 portant modification et renouvellement de la composition du Comité Local d'Information et de Concertation du site BRENNTAG Lorraine à TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-002 du 18 mars 2009 modifié par l'arrêté du 17 septembre 2010 prescrivant l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour du site de la société BRENNTAG LORRAINE implantée sur la commune de TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2010 portant modification de l'arrêté de prescription du plan de prévention des risques technologiques du site BRENNTAG LORRAINE de TOUL ;

VU les arrêtés préfectoraux des 17 septembre 2010 et 6 septembre 2011 prorogeant le délai d'approbation du PPRT ;

VU l'arrêté préfectoral n° 15-205 du 11 octobre 1991 complété par l'arrêté n°17091 du 23 décembre 1996 autorisant la Société BRENNTAG LORRAINE à exploiter son dépôt de produits chimiques sur le territoire de la commune de TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-652 du 15 octobre 2010 prescrivant des mesures de maîtrise des risques à la société BRENNTAG LORRAINE pour l'exploitation de son dépôt de produits chimiques sur le territoire de la commune de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2011 portant ouverture d'une enquête publique relative au Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site BRENNTAG LORRAINE à TOUL, sur le territoire des communes de TOUL et VILLEY-SAINT-ETIENNE ;

VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique susvisée ;

VU le bilan de la concertation transmis par courrier du 9 août 2011 aux Personnes et Organismes Associés à l'élaboration du PPRT ;

VU l'avis favorable émis par les Personnes et Organismes Associés consultés du 18 juin au 18 juillet 2011 sur le projet de PPRT avant mise à l'enquête publique ;

VU l'avis favorable émis le 10 octobre 2011 par le Comité Local d'Information et de Concertation sur le projet de PPRT avant mise à l'enquête publique ;

VU le rapport et l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 19 décembre 2011 relatifs à l'enquête publique qui s'est déroulée du 17 octobre au 17 novembre sur le territoire des communes de TOUL et VILLEY-SAINT-ETIENNE ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 19 décembre 2011 ;

VU les pièces du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du site de la société BRENNTAG LORRAINE ;

CONSIDÉRANT que les installations exploitées la société BRENNTAG LORRAINE appartiennent à la liste prévue au IV de l'article L. 516-8 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures de réduction des risques proposées par BRENNTAG LORRAINE lui ont été prescrites par l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers fournies par la Société BRENNTAG LORRAINE implantée à TOUL et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Considérant que les mesures définies dans le PPRT résultent d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour des installations exploitées par la Société BRENNTAG LORRAINE sur le territoire des communes de TOUL et VILLEY-SAINT-ETIENNE, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 : Le PPRT comprend :

- une note de présentation décrivant les installations à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- un plan de zonage réglementaire faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du Code de l'Environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
 - * les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 du Code de l'Environnement ;
 - * les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du Code de l'Environnement ;
- des recommandations tendant à renforcer la protection des populations, définies en application du V de l'article L. 515-16 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L.515-23 du code de l'environnement et devra être annexé aux plans locaux d'urbanisme des communes de Toul et de Villey-Saint-Etienne par le biais d'arrêtés de mise à jour de ces documents d'urbanisme.

Article 4 : Les mesures de protection des populations face aux risques encourus et de réduction de vulnérabilité, prescrites par le Plan de Prévention des Risques Technologiques, doivent :

- être prises en compte dès la conception des projets d'urbanisme (aménagement ou extension de constructions existantes) ;
- être mises en œuvre dans les délais fixés au IV du règlement en ce qui concerne les mesures sur les constructions existantes.

Article 5 : Le présent arrêté est adressé aux Personnes et Organismes Associés désignés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2009-002 du 18 mars 2009 susvisé et modifié par arrêté préfectoral du 1er décembre 2010.

Le présent arrêté est en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et affiché pendant un mois en mairie de Toul, en mairie de Villey-Saint-Etienne, au siège de la communauté de communes du Toulais et au siège de la Communauté de Communes de la Hazelle.

Un avis concernant l'approbation de ce PPRT est inséré, par les soins du Préfet, dans le quotidien « L'Est Républicain ».

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public :

- à la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;
 - à la sous-préfecture de Toul ;
 - en mairie de Toul ;
 - en mairie de Villey-Saint-Etienne ;
 - au siège de la Communauté de Communes du Toulais ;
 - au siège de la Communauté de Communes de la Hazelle ;
- aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Meurthe-et-Moselle ;
 - soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement ;
- Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy :
- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5 du présent arrêté ;
 - soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de la Meurthe-et-Moselle, le Maire de Toul, le Maire de Villey-Saint-Etienne, le président de la communauté de communes du Toulais, le président de la communauté de communes de la Hazelle sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 21 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de Brier,
Christine BOEHLER

Arrêté du 10 janvier 2012 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L163. et suivants;

VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment son article 46 ;

VU le décret ministériel en date du 13 avril 1893 instituant la concession des mines de fer de d'Amance au profit de la société anonyme de Vezin-Aulnoye;

VU le décret ministériel en date du 28 décembre 1874 instituant la concession des mines de fer de Blanzey au profit des Sieurs de Beurges et Guyot;

VU le décret ministériel en date du 24 novembre 1896 autorisant la fusion en une seule concession sous le nom d'Amance, des concessions d'Amance et de Blanzey au profit de la société anonyme de Vezin-Aulnoye;

VU l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 33 du décret n°95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines;

VU la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en date du 2 mars 2011, enregistrée le 4 mars 2011 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance ;

VU les compléments de dossier déposés par la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville le 31 mai 2011, enregistrés le 1er juin 2011 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le courrier de la préfecture de Meurthe-et-Moselle du 1er juillet 2011 informant la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville de la recevabilité du dossier ainsi complété à la date du 1er juin 2011 ;

VU le courrier de la direction départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle du 29 août 2011 demandant des compléments au dossier de demande portant déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance déposé par la société des Hauts Fourneaux de Maxéville, compléments à prendre en considération dans le rapport final de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – DREAL- Lorraine;

CONSIDERANT que le délai d'instruction de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance, échoit le 1er février 2012, conformément à l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 précité, fixant le délai d'instruction à huit (8) mois à compter de la réception par la préfecture du dossier considéré comme complet en la forme ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire dispose d'un délai d'un (1) mois pour présenter ses observations sur le projet d'arrêt préfectoral faisant suite au dit rapport final;

CONSIDERANT qu'au vu des éléments énoncés ci-dessus, il n'est pas possible de statuer sur la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance dans le délai de huit (8) mois fixé par l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 précité;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle;

ARRETE

Article 1er : Le délai fixé par l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié pour statuer sur la déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers et d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance présentée par la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville est prorogé de huit (8) mois, à compter du 1er février 2012.

Article 2 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 4 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville et dont copie sera adressée pour information :

- aux maires des communes d'Amance, Bouxières-aux-Chênes et Montenois,
- au général, commandant la région militaire de défense Nord-Est,
- au directeur régional des Affaires culturelles,
- au directeur départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,
- au directeur de l'Agence régionale de la santé lorraine – délégation départementale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
Christine BOEHLER

Arrêté du 10 janvier 2012 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de l'Avant-Garde

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L163. et suivants;

VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment son article 46 ;

VU le décret impérial en date du 23 mai 1863 instituant la concession des mines de fer de l'Avant-Garde au profit de la société anonyme de Vezin-Aulnoye;

VU le décret ministériel en date du 17 novembre 1892 autorisant la fusion en une seule concession sous le nom d'Avant-Garde, des concessions d'Avant-Garde et de Pompey au profit de la société des Hauts Fourneaux de Maxéville;

VU l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 33 du décret n°95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines;

VU la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en date du 28 mars 2011, enregistrée le 31 mars 2011 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de l'Avant-Garde ;

VU les compléments de dossier déposés par la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville le 9 juin 2011, enregistrés le 14 juin 2011 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le courrier de la préfecture de Meurthe-et-Moselle du 19 août 2011 informant la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville de la recevabilité du dossier ainsi complété à la date du 14 juin 2011 ;

VU le projet de demande de compléments qui seront pris en considération dans le rapport final de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – DREAL- Lorraine;

CONSIDERANT que le délai d'instruction de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de l'Avant-Garde, échoit le 14 février 2012, conformément à l'article 46 du décret n°2006-649 du 2 juin 2006 précité, fixant le délai d'instruction à huit (8) mois à compter de la réception par la préfecture du dossier considéré comme complet en la forme ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire dispose d'un délai d'un (1) mois pour présenter ses observations sur le projet d'arrêt préfectoral faisant suite au dit rapport final;

CONSIDERANT qu'au vu des éléments énoncés ci-dessus, il n'est pas possible de statuer sur la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de l'Avant-Garde dans le délai de huit (8) mois fixé par l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 précité;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle;

ARRETE

Article 1er : Le délai fixé par l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié pour statuer sur la déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers et d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de l'Avant-Garde présentée par la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville est prorogé de huit (8) mois, à compter du 14 février 2012.

Article 2 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 4 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville et dont copie sera adressée pour information :

- aux maires des communes de Liverdun et Pompey,
- au général, commandant la région militaire de défense Nord-Est,
- au directeur régional des Affaires culturelles,
- au directeur départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,
- au directeur de l'Agence régionale de la santé lorraine – délégation départementale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
Christine BOEHLER

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-001 en date du 10 janvier 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de dépose de panneau à message variable sur A31 au PR 242

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;
 VU le dossier d'exploitation en date du 06/01/2012 présenté par le District de Nancy;
 VU l'avis du CG54 en date du 06/01/2012;
 Vu l'information de la commune de Gondreville;
 Vu l'information de la commune de Velaines;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 06/01/2012;
 VU l'avis du district de Nancy en date du 06/01/2012;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	PR 242,000 sens 1 Paris-Nancy	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Dépose Panneau à message variable	
PÉRIODE GLOBALE	10 janvier 2012	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Coupure de l'A31 au niveau de l'échangeur de Gondreville	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy, CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	10 Janvier 2012 de nuit de 20h30 à 4h00	Panneau coupure A31 au PR236,400	Coupure A31 sens1 au niveau du PR 237,900 en amont de la bretelle Paris-Gondreville	Itinéraire de déviation les usagers de la section courante de l'A31 sont invités à prendre la bretelle Paris-Gondreville , rond point de Gondreville, RD400 direction Velaine-, traversée Velaine RD 400 et accès A31 direction Nancy, Metz et Strasbourg par l'échan- geur n°18 de Velaine bretelle Gondreville-Nancy les usagers sont invités à prendre le même iti- néraire: RD400 direction Velaine-, traversée Velaine RD 400 et accès A31 direction Nancy, Metz et Stras- bourg par l'échangeur n°18 de Velaine

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Gondreville et Velaine ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Gondreville et Velaine.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 10 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Etablissements de santé

Décision n° 2012-0001 en date du 13 janvier 2012 portant placement sous administration provisoire du Centre Hospitalier Intercommunal UNISANTE +

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires

VU l'article L 6143-3 du Code de la Santé Publique

VU l'article L 6143-3-1 du Code de la Santé Publique

VU le décret n°2011-1872 du 14 décembre 2011 relatif aux limites et réserves de recours à l'emprunt des établissements publics de santé

CONSIDÉRANT la circulaire DHOS/F2/2008/233 du 16 juillet 2008 relative à l'équilibre financier des établissements de santé ;

CONSIDÉRANT l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses transmis tardivement et approuvé le 2 novembre 2011 malgré de nombreuses incertitudes demeurant sur le niveau des recettes et sur le niveau de déficit prévisionnel 2011 estimé à hauteur de 1,8M€ incluant une reprise de provisions de plus de 1,8 M€ ; le déficit en année pleine ressortirait à 3,6M€ soit 5 à 6 % des produits ;

CONSIDÉRANT l'insuffisance d'autofinancement estimée à 267 998 € au 31 décembre 2011 ;

CONSIDÉRANT une prévision au 22 décembre 2011 faisant état de mandats fournisseurs impayés à hauteur de 3 771 931 € et d'une trésorerie négative de 4 125 306 € ;

CONSIDÉRANT que les cotisations salariales correspondant au troisième trimestre 2011 et incluant la prime de fin d'année seront à verser au mois de janvier 2012 et généreront un déficit prévisionnel de trésorerie de l'ordre de 6 M€ à fin janvier 2012 en dehors de toute aide exceptionnelle de l'ARS ;

CONSIDÉRANT le risque rapproché d'une cessation de paiement dans les prochaines semaines, l'ARS Lorraine ayant dû déléguer en fin d'exercice 2011 une aide ponctuelle exceptionnelle de 1M€, une avance de 1,12 M€ correspondant au montant 2012 de l'aide au remboursement d'emprunt et une aide à l'investissement de 3 M€ pour la mise en œuvre du projet médical intermédiaire du Bassin Houiller ;

CONSIDÉRANT que l'établissement présente un ratio d'indépendance financière, qui résulte du rapport entre l'encours de la dette à long terme et les capitaux permanents, excédant 50%

CONSIDÉRANT que la durée apparente de la dette de l'établissement excède dix ans

CONSIDÉRANT la production, suite à la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L.6143-3 du Code de la Santé Publique, d'un plan de redressement insuffisant ne permettant pas le retour à l'équilibre financier de l'établissement ;

ARRETE

Article 1er : Le Centre Hospitalier Intercommunal UNISANTE + est placé sous administration provisoire du 16 janvier 2012 au 16 juin 2012 inclus, le ministre chargé de la santé étant chargé de désigner un administrateur provisoire pour cette même période.

Cette période pourra éventuellement être prolongée de six mois.

Article 2 : M. Jean THOMANN, directeur du Centre Hospitalier Intercommunal UNISANTE +, est placé en recherche d'affectation auprès du Centre National de Gestion.

Article 3 : La mission de l'administrateur provisoire consistera à :

- Prendre les mesures d'urgence nécessaires pour mettre fin aux dysfonctionnements ou irrégularités éventuels ;
- Evaluer la situation financière réelle actuelle, à court et moyen terme du CHIC UNISANTE + ;
- Elaborer un plan de redressement conduisant au retour à l'équilibre financier en cohérence avec le projet médical intermédiaire du bassin houiller avec HOSPITALOR ;
- Concourir à la mise en œuvre de la recomposition de l'offre de soin découlant du projet médical intermédiaire du bassin houiller avec HOSPITALOR, concernant notamment son volet social ;
- Organiser avec le Centre Hospitalier de Sarreguemines le dialogue entre les équipes médicales pour élaborer un projet médical commun dans la perspective d'une communauté hospitalière de territoire entre les deux centres hospitaliers. Il est demandé de proposer une offre de soins publique efficiente et de qualité pour la population de Moselle-Est, complémentaire du projet médical avec HOSPITALOR ;

- Etudier les coopérations sanitaires possibles au niveau régional et transfrontalier dans le cadre de l'accès, respectivement, aux soins de recours et aux soins d'urgence.

Article 4 : Pendant la période d'administration provisoire, les attributions du directeur sont assurées par l'administrateur provisoire.

Article 5 : L'administrateur provisoire tient régulièrement informé le conseil de surveillance et le directoire des mesures prises.

Article 6 : L'administrateur provisoire est tenu de rendre régulièrement compte à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine de l'avancement de sa mission.

Article 7 : L'administrateur provisoire bénéficie de l'aide des personnes compétentes de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Jean-François BENEVEISE

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision dans un délai de deux mois auprès du Ministre chargé de la santé qui statue dans un délai maximum de six mois. Il ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux.

Un recours contentieux peut être formé par toute personne ayant un intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, pour les tiers, de la publication de cette décision, devant le Tribunal Administratif de Nancy.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/421 du 19 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Villers-le-Rond

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Brie ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 septembre 1994 portant institution de l'association foncière de VILLERS LE ROND ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de VILLERS LE ROND, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 09 décembre 2011 du président de l'association foncière de VILLERS LE ROND ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de VILLERS LE ROND sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de VILLERS LE ROND.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de VILLERS LE ROND ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Brie, le 19 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté n°2011/DDT54/ADUR/012 du 14 octobre 2011 portant création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) CHAMBLEY- PLANET / AIR située sur le territoire des communes de Hagéville et Saint-Julien-lès-Gorze

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 311-1 et suivants et R 311-1 et suivants,

VU le décret relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements modifié,

VU la délibération du conseil municipal de Saint-Julien-Les-Gorze du 28 septembre 2009 approuvant les modalités de la concertation ,

VU la délibération du conseil municipal de Hagéville du 5 octobre 2009 approuvant les modalités de la concertation,

VU la délibération du conseil régional de Lorraine du 30 octobre 2009 définissant les objectifs et les modalités de la concertation prévue à l'article L300-2 du code de l'urbanisme,

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Julien-Les-Gorze du 25 janvier 2010 approuvant le dossier de création,

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Hagéville du 26 janvier 2010 approuvant le dossier de création,

VU la délibération du Conseil Régional de Lorraine du 29 janvier 2010 tirant le bilan de la concertation, approuvant le dossier de création et sollicitant la prise de l'arrêté de création correspondant,

VU l'avis de l'autorité environnementale du 14 octobre 2011,

VU le dossier de création joint comportant :

- un rapport de présentation,
- le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone,
- un plan de situation,
- un plan de délimitation des périmètres composant la zone,
- l'étude d'impact définie à l'article R 122-3 du code de l'environnement,
- le régime de la zone au regard de la taxe locale d'équipement.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

Article 1er : Une ZAC ayant pour objet l'aménagement et l'équipement de terrains à usage dominant d'activités diversifiées est créée sur les parties du territoire des communes de Hagéville et Saint-Julien-Les-Gorze, délimitées par un trait rouge sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : La zone ainsi créée est dénommée ZAC Chambley Planet /air.

Article 3 : Le coût des équipements visés à l'article 317 quater de l'annexe II du code général des impôts sera mis à la charge des constructeurs.

Les constructions situées à l'intérieur du périmètre de la ZAC seront en conséquence exonérées de la taxe locale d'équipement (TLE).

Article 4 : Le programme global prévisionnel des constructions à édifier à l'intérieur de la zone prévoit une surface hors œuvre nette (SHON) maximale de 488 200 m².

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Région Lorraine, en mairies de Hagéville et Saint-Julien-Les-Gorze, ainsi qu'à la Préfecture de Nancy.

Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Nancy, 14 octobre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n°2011/DDT54/ADUR/011 du 7 décembre 2011 fixant la composition de la commission locale du secteur sauvegardé de Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment, ses articles L 313-1 et suivants, R 313.7 et R 313.20 et suivants ;

VU l'arrêté interministériel du 22 juillet 1976 portant création du secteur sauvegardé de Nancy ;

VU le décret interministériel du 30 juillet 1996 portant approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de Nancy ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 approuvant la modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) pour le secteur de l'îlot des Fabriques ;

VU l'avis favorable émis par la commission nationale des secteurs sauvegardés en sa séance du 7 octobre 2010 ;

VU la délibération du Conseil de Communauté du Grand Nancy du 30 septembre 2011, approuvant le projet de délimitation du secteur sauvegardé étendu suite à l'avis de la Commission nationale des secteurs sauvegardés et proposant les modalités de concertation ;

VU les délibérations du 26 septembre 2008 et du 30 septembre 2011 du conseil de communauté du Grand Nancy désignant ses représentants à la commission locale du secteur sauvegardé de Nancy ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2011 portant sur l'extension et la mise en révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Nancy ;

VU le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et dans les départements ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La commission locale du secteur sauvegardé est présidée par le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et en cas d'empêchement du président par le Préfet ou son représentant.

Article 2 : La composition de la commission locale du secteur sauvegardé de Nancy, appelée à être consultée, pour avis, sur le projet de plan de sauvegarde et de mise en valeur, est arrêtée comme suit :

Outre son président et le préfet ou son représentant, elle comprend les membres suivants :

- un tiers de représentants élus et désignés par le conseil de communauté du Grand Nancy :

Titulaires	Suppléants
Monsieur Gérard ROYER	Madame Claudine GUIDAT
Monsieur Michel CANDAT	Monsieur Alain BOULANGER
Monsieur Denis GRANDJEAN	Monsieur Jean-Jacques GUYOT
Monsieur Bertrand MASSON	Monsieur Patrick HATZIG
Madame Renée ZABE	Monsieur Bertrand KLING

- un tiers de représentants de l'État désignés par le préfet :

- Le chef du service territorial d'architecture et du patrimoine, architecte des Bâtiments de France ou son représentant,
- Le chef du service Régional de l'Archéologie ou son représentant,
- Le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- Le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant,
- Le directeur de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ou son représentant.
- Le directeur départemental des Finances Publiques ou son représentant.

- un tiers de personnes qualifiées (désignées conjointement par le préfet et par le président de la Communauté urbaine du Grand Nancy) :

- Monsieur Patrick DESCADILLES OPH
- Monsieur Jean Pierre LEHMANN des vitrines de NANCY
- Monsieur Lorenzo DIEZ, directeur de l'école d'architecture
- Monsieur Francis ROUSSEL, ancien directeur de l'inventaire
- Monsieur Bernard GUERRIER de DUMAST
- Madame Françoise HERVE.

Article 3 : Le mandat des membres élus par le conseil de communauté en son sein prend fin à chaque renouvellement du conseil de Communauté du Grand Nancy.

Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle les membres de la commission ont été désignés donne lieu à remplacement pour la durée du mandat restant à courir, si elle survient plus de trois mois avant le terme normal de celui-ci.

Article 4 : La commission locale approuve un règlement qui fixe ses conditions de fonctionnement.

Article 5 : Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la direction départementale des territoires.

Article 6 : La commission locale du secteur sauvegardé est consultée pour avis, dans le cadre de la révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de Nancy.

Article 7 : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté urbaine du Grand Nancy, ainsi qu'à la mairie de Nancy et en préfecture.

La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Départemental des Territoires, le chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine, architecte des bâtiments de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Ministre de la Culture et de la Communication (bureau de la Protection et des espaces protégés), au Directeur Régional des Affaires Culturelles, au Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, au président de la communauté urbaine du Grand Nancy et au Maire de Nancy.

Nancy, le 7 décembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n°2011/DDT54/ADUR/010 du 7 décembre 2011 portant extension et mise en révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 300-2, L 313.1 et suivants et R 313.1 et suivants ;
VU l'arrêté interministériel du 22 juillet 1976 portant création du secteur sauvegardé de Nancy ;
VU le décret interministériel du 30 juillet 1996 portant approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de Nancy ;
VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 approuvant la modification du Plan de Sauvegarde et Mise en Valeur (PSMV) pour le secteur de l'îlot des Fabriques ;
VU les délibérations du conseil de communauté du Grand Nancy du 1 février 2002, et du 29 janvier 2010 sollicitant la prescription de l'extension et mise en révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Nancy ;
VU l'avis favorable émis par la commission nationale des secteurs sauvegardés en sa séance du 7 octobre 2010 ;
VU la délibération de la Ville de Nancy du 26 septembre 2011, approuvant le projet de délimitation du secteur sauvegardé étendu suite à l'avis de la Commission nationale des secteurs sauvegardés et proposant les modalités de concertation ;
VU la délibération du Conseil de Communauté du Grand Nancy du 30 septembre 2011, approuvant le projet de délimitation du secteur sauvegardé étendu suite à l'avis de la Commission nationale des secteurs sauvegardés et proposant les modalités de concertation ;
VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le secteur sauvegardé de la commune de Nancy est étendu conformément au plan annexé au présent arrêté, dans les conditions fixées par les articles L313-1 à L313-2-1 et R313-1 à R313-23 du code de l'urbanisme. Cette extension porte la superficie du secteur sauvegardé à 166 hectares.

Article 2 : Le présent arrêté prescrit la révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) sur le périmètre étendu et nécessitera une mise en révision du plan local d'urbanisme de Nancy dans le cadre de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme communautaire, dans les délais fixés par la Loi du 12 juillet 2010 valant Engagement National pour l'Environnement.

Article 3 : La concertation prévue à l'article L300-2 du code de l'urbanisme sera menée tout au long de la procédure selon les modalités suivantes :

- La mise à disposition d'un registre et d'une plaquette, expliquant la démarche, avec insertion dans la presse locale d'un communiqué relatif au lancement de la procédure d'élaboration du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ;
- La réalisation d'une exposition, et d'un débat sur le « projet urbain durable » du cœur d'agglomération, éventuellement avec plusieurs réunions publiques ;
- Une animation de la démarche utilisant l'ensemble des médias habituels et notamment une information spécifique via les sites internet de la ville de Nancy et du Grand Nancy pour permettre aux citoyens de s'approprier la démarche et le patrimoine urbain et architectural du cœur d'agglomération.

Article 4 : Le dossier sera tenu à disposition du public :

- à la mairie de Nancy,
- à la Communauté Urbaine du Grand Nancy, bâtiment Chalnot,
- à la préfecture de Nancy, 1 rue du préfet Claude Érnig.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, à la mairie de NANCY et en préfecture. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la préfecture, le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, le Maire de Nancy, le Directeur Départemental des Territoires, le chef du service territorial d'architecture et du patrimoine, architecte des Bâtiments de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Ministre de la Culture et de la Communication (bureau de la Protection et des espaces protégés), au Directeur Régional des Affaires Culturelles, au Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Nancy, le 7 décembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n°2011/DDT54/ADUR/015 du 29 décembre 2011 portant rectificatif de l'arrêté n°2011/DDT54/ADUR/0002 approuvant la carte communale de Mont-L'Etoit en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU la délibération du conseil municipal de MONT-L'ETROIT en date du 18 septembre 2010 approuvant la carte communale ;
Vu l'arrêté n°2011/DDT54/ADUR/0002 en date du 16 mai 2011 approuvant la carte communale ;
VU la délibération du conseil municipal de MONT-L'ETROIT en date du 12 novembre 2011 annulant la délibération du conseil municipal du 23 avril 2011 ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté du 16 mai 2011 est modifié comme suit :

- l'article 4 de l'arrêté du 16 mai 2011 est abrogé ;
- la numérotation de l'arrêté est modifiée en conséquence de cette abrogation.

Article 2 : La délibération du 12 novembre 2011 et l'arrêté préfectoral qui modifie l'arrêté n°2011/DDT54/ADUR/0002 seront affichés pendant un mois en mairie.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de MONT-L'ETROIT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
Christine BOEHLER

SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST

Arrêté N° 2011/30 du 27 décembre 2011 portant déclaration, au titre du code de l'environnement, du réaménagement du site rue des Trappiers sur la commune de Dieulouard - Pétitionnaire : PAPREC RESEAU

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.211-1 à L.211-12, L.214-1 à L.214-6, R.214-1, R.214-32 à R.214-56 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse (SDAGE) approuvé par le Préfet coordonnateur le 27 novembre 2009 ;

VU le Plan des surfaces submersibles (PSS) de la Moselle, approuvé par décret du 10 septembre 1956 et valant Plan de prévention des risques inondation (PPRI) ;

VU le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement reçu le 10 novembre 2011 ;

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine du 30 novembre 2011 ;

VU l'avis de la Direction Interrégionale du Nord-Est de Voies navigables de France du 24 novembre 2011 ;

VU la lettre du service navigation du Nord-Est du 1^{er} décembre 2011 portant à la connaissance du pétitionnaire le projet d'arrêté préfectoral statuant sur cette affaire ;

VU la réponse du pétitionnaire en date du 06 décembre 2011 sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis ;

CONSIDERANT que, d'après l'atlas des zones inondables de la Moselle, connaissance la plus récente de l'aléa inondation, le site est inondable avec :

- une cote de crue de référence de 184,92 m IGN69 ;

- une cote de mise en sécurité de 185,60 m IGN69, en rendant transparente la dérivation navigable de la Moselle qui protège en partie Dieulouard des crues de la Moselle ;

CONSIDERANT que le projet est justifié au regard du SDAGE par l'utilisation de la voie d'eau ;

CONSIDERANT que, dans son étude des phénomènes de remontée de nappe, le pétitionnaire estime à 2 à 3 m par rapport au terrain naturel la profondeur de la nappe alluviale sur le site sur la base de relevés piézométriques du juin 2009, sans préciser la situation hydrologique de cette période ;

CONSIDERANT que les bassins de compensation prévus sont compatibles avec l'état des sols pollués par les activités passées ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture :

ARRETE

Article 1er : OBJET DE LA DECLARATION

Le projet de réaménagement du site rue des Trappiers à Dieulouard par la société PAPREC RESEAU est déclaré au titre des articles L.214-1 à L.214-6 et R.214-32 à R.214-56 du Code de l'environnement.

Elle correspond à la définition de la rubrique suivante de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Rubrique visée	Désignation des activités	Régime
2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Surface drainée par le réseau d'eaux pluviales : 4,5 ha Rejet dans le canal de dérivation de la Moselle	Déclaration
3.2.2.0 Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² (A) 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 et inférieure à 10 000 m² (D)	Surface soustraite : 9 959 m².	Déclaration

Article 2 : SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX A REALISER

Le projet consiste en :

- la réalisation des voies de circulation et le recouvrement de la cour d'un des bâtiments existants. Les zones de circulation seront imperméabilisées ;
- la réalisation d'un auvent au bâtiment précité ;
- la construction d'un nouveau bâtiment. La cote de plancher sera située à 184.92 m IGN69 ;
- la création d'un raccordement au réseau communal pour les eaux usées ;
- la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales ;
- la création de bassins de compensation des volumes pris à la crue ;
- la création d'exutoires pour les eaux pluviales ;
- la démolition des bâtiments sud ;
- la démolition de la maison de gardiennage.

Le site est situé en lit majeur de la Moselle, en zone d'aléa faible à moyen (hauteur d'eau inférieure à 1 m) pour la crue de référence (cote 184,92 m IGN69).

Article 3 : GESTION DES EAUX PLUVIALES

3.1) Après collecte sur la partie réaménagée via un réseau d'eaux pluviales, les eaux de ruissellement transiteront par un débourbeur – déshuileur puis un bassin pluvial de rétention situé à l'entrée du site, au niveau du point bas, avant rejet des eaux pluviales dans le canal de dérivation de la Moselle.

3.2) Le bassin de rétention, dimensionné pour une pluie décennale, aura un volume de 900 m³ environ, avec un débit de fuite de 10L/s. Il sera équipé d'une vanne de fermeture en sortie.

3.3) Le pétitionnaire étudiera les conséquences d'une pluie centennale (zones inondées) avec le système de gestion des eaux pluviales prévu décrit ci-avant. S'il l'estime nécessaire, il pourra proposer au service police de l'eau pour validation un dispositif spécifique pour la pluie centennale, du type surverse puis chenal végétalisé vers la dérivation navigable. Le cas échéant, ce dispositif sera dimensionné en cohérence avec l'ensemble des ouvrages du système de gestion de façon à limiter l'augmentation des débits rejetés au milieu en cas d'événement exceptionnel par rapport à l'état initial.

Article 4 : GESTION DES EAUX USEES

Les eaux usées du site seront raccordées au réseau communal puis traitées à la station d'épuration de Dieulouard.

Pour les installations nouvelles conduisant à la production d'eaux usées domestiques réalisées préalablement au réseau de collecte communal, le pétitionnaire mettra en oeuvre un assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur.

Article 5 : IMPACTS PERMANENTS DU PROJET

Le réaménagement du site induit la soustraction à l'expansion des crues de la rivière Moselle d'un volume de 2 300 m³ environ.

Article 6 : MESURE COMPENSATOIRE VOLUMETRIQUE

6.1) Le volume soustrait à l'expansion des crues de la Moselle sera intégralement restitué – tranche par tranche altimétrique - dans le cadre de la réalisation de deux bassins de compensation au Nord du site :

- un bassin "grandes crues", d'un volume de 2000 m³ environ (volume soustrait entre les cotes de crue cinquantennale – 184,80 m IGN69 – et de référence – 184,92 m IGN69), d'une profondeur de 1,50 m environ, avec un seuil de début de remplissage fixé à 184,80 m IGN69.

- un bassin "petites crues", d'un volume de 300 m³ environ (volume soustrait entre les cotes de crue trentennale – 184,48 m IGN69 – et cinquantennale – 184,80 m IGN69), d'une profondeur de 0,60 m environ, avec un seuil de début de remplissage fixé à 184,50 m IGN69.

6.2) Ces bassins seront enherbés et se videront par infiltration. Les temps de vidange des bassins sont estimés à 24h environ pour le bassin "grandes crues" et 4h environ pour le bassin "petites crues".

6.3) Le pétitionnaire qualifiera précisément les risques de remontée de la nappe alluviale dans les bassins de compensation en tenant compte de la situation hydrologique lors des relevés piézométriques effectués et, si nécessaire, via de nouveaux relevés. Il adaptera en fonction les caractéristiques de ces bassins afin de se prémunir de ce phénomène. Tout changement significatif de la compensation sera soumis pour validation au service police de l'eau avant travaux.

6.4) La compensation sera réalisée préalablement aux travaux conduisant à soustraire un volume à l'expansion des crues.

6.5) Un bilan déblai/remblai s'appuyant sur des plans topographiques avant et après travaux sera communiqué au service police de l'eau dans le cadre du récolement des travaux réalisés.

Article 7 : MESURES RELATIVES À LA POLLUTION DES SOLS

7.1) Les bassins de compensation et le confinement des terres polluées feront l'objet d'une couverture par une couche de terre d'un minimum de 30 cm pour empêcher tout contact direct.

7.2) Le confinement des terres polluées sera situé hors zone inondable.

7.3) Les divers aménagements feront l'objet d'un entretien régulier pour satisfaire aux objectifs.

7.4) Un dossier de restriction d'usage visant à conserver la mémoire des aménagements réalisés (couverture des bassins de compensation et confinement des terres polluées) sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la fin des travaux.

Article 8 : EXECUTION DES TRAVAUX

8.1) Modalités générales d'exécution des travaux

8.1.1) Afin de limiter les risques de pollution accidentelle des eaux, les installations de chantier, le stockage des engins, matériaux ou produits polluants ainsi que les activités d'entretien et d'alimentation en carburant des engins ne seront pas effectués à proximité de la dérivation canalisée de la Moselle. L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter la pollution par hydrocarbures. Un kit anti-pollution d'urgence sera disponible en permanence sur le chantier.

8.1.2) Le bassin de rétention des eaux pluviales sera réalisé en début de chantier.

8.1.3) Les zones en travaux seront isolées du système de collecte des eaux pluviales et du milieu afin d'éviter toute pollution accidentelle. Les terrassements seront réalisés autant que possible en dehors des périodes pluvieuses.

8.1.4) Dix jours avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire devra faire parvenir un planning précis et la méthodologie des divers travaux au service police de l'eau.

8.2) Mesures relatives à l'inondabilité du site

8.2.1) La zone d'installation de chantier, les stockages de matériaux et les déblais de chantier seront implantés hors des zones inondables ou, en cas d'impossibilité, dans les zones les moins fréquemment inondables.

8.2.2) Le pétitionnaire assurera un suivi des bulletins de vigilance relatifs aux crues sur le secteur.

8.2.3) En cas de crue, le pétitionnaire prendra les dispositions nécessaires pour sécuriser et évacuer la zone de travaux située en zone inondable avant submersion.

Article 9 : DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés dans le délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 10 : RECOLEMENT DES TRAVAUX

Un récolement des travaux réalisés sera fourni au service police de l'eau dans un délai de deux mois à compter de leur achèvement.

Article 11 : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL

Le pétitionnaire effectuera avant travaux auprès de Voies navigables de France, établissement chargé de la gestion du Domaine Public Fluvial (DPF), les démarches nécessaires pour l'occupation de ce domaine.

Sont en particulier visés le rejet des eaux pluviales et le pompage pour les eaux incendie dans la dérivation canalisée de la Moselle, pour lesquels une ou des conventions seront requises, ainsi que les éventuelles utilisations du DPF à des fins de transport fluvial.

Le pétitionnaire réalisera avec VNF un constat contradictoire de l'état des lieux avant travaux (digues, berges et chemins de service).

Article 12 : CONTROLE DES SERVICES DE POLICE DE L'EAU

Le pétitionnaire facilitera les contrôles demandés par le service police de l'eau et les informera en temps utile sur les évolutions des opérations de travaux, en particulier sur le calendrier d'exécution.

Article 13 : SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

Le pétitionnaire assurera la surveillance et l'entretien des équipements de collecte et de traitement des eaux pluviales et eaux usées, ainsi que des bassins de compensation afin d'empêcher une perte d'efficacité susceptible d'entraîner des incidences sur le milieu naturel ou toute autre nuisance visuelle et/ou olfactive.

Article 14 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

14.1) Toutes les dispositions seront prises par le pétitionnaire, pendant et après travaux, pour assurer la sécurité des tiers aux abords des chantiers.

14.2) En cas d'accident, le pétitionnaire appliquera les prescriptions définies à l'article L.211-5 du Code de l'environnement.

14.3) Dans l'intérêt de la sécurité publique, après mise en demeure du pétitionnaire – sauf cas d'urgence – l'administration prendra les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Article 15 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16 : AUTRES REGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 17 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'Etat. Il sera consultable sur le site internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de 1 an.

Une copie du présent arrêté et du récépissé sera affichée et le dossier de déclaration sera mis à la disposition du public à la mairie de la commune de DIEULOUARD pendant une durée minimale de 1 mois pour information.

Article 18 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent selon les conditions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Si la mise en service des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) n'est pas intervenue dans les six mois, ces délais sont prolongés de 6 mois.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 19 : EXECUTION DE L'ARRETE

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Chef de la Navigation du Nord-Est, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire.

Une copie en sera adressée, pour information, à :

- Monsieur le Chef de la Mission Inter Services de l'Eau du département de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 27 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
La Chef du Service Navigation du Nord-Est,
Corinne de LA PERSONNE

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

Secrétariat direction générale et affaires juridiques

Délégation de signature du 6 décembre 2011 à M. Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

VU le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à M. Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Services Economiques, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, et en son absence pour congés, à Françoise DE TOMMASO, Directrice adjointe aux services économiques, ainsi qu'à Mme Corinne BAUD, Ingénieur responsable du département biomédical.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- Mme Sophie DAHMANE, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics.

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Gabrielle GAUDAIRE, Ingénieur Biomédical, coordinatrice de la fonction achat,
- Mme Anne-Marie LESPINASSE, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement,
- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des affaires générales,
- Mme Marine COATLEVEN, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des achats hôteliers et référente Uni-HA.

Article 2 : Donne délégation principale à M. Mickaël DUWOYE, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Economiques, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses et, en son absence pour congés, à Mme Françoise DE TOMMASO, Directrice adjointe aux services économiques, ainsi qu'à Mme Corinne BAUD, Ingénieur responsable du département biomédical.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Madame Anne-Marie LESPINASSE, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement,
- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des affaires générales,
- Mme Marine COATLEVEN, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des achats hôteliers et référente Uni-HA.

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'ils encadrent, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur Acheteur sur le secteur des achats de laboratoires,
- M. Julien FABBRO, Ingénieur en charge de la restauration du CHU.

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à celle du 3 novembre 2010 ; elle sera renouvelable annuellement par tacite reconduction et sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 décembre 2011

Le Directeur Général, Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires :

- Mickaël DUWOYE
- Françoise DE TOMMASO
- Corinne BAUD
- Gabrielle GAUDAIRE
- Monique ALLENBACH
- Anne-Marie LESPINASSE
- Sophie DAHMANE
- Marine COATLEVEN
- Yoann MARTIN
- Julien FABBRO

Délégation de signature du 2 janvier 2012 à Mme Aurélie PRETAT, Directeur des Affaires Juridiques

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Aurélie PRETAT, Directeur des Affaires Juridiques, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives relatives aux affaires juridiques de l'établissement.

Article 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 janvier 2012

Le Directeur Général, Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Le bénéficiaire :

- Aurélie PRETAT

Délégation de signature du 3 janvier 2012 à Mme Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines et à Monsieur Philippe BOUC, Directeur Adjoint des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Article 3 : En l'absence de Madame Diane PETTER, de Monsieur Philippe BOUC la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Monsieur Philippe BOUC
- Mademoiselle Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Florent CAVELIER
- Madame DE TOMMASO Françoise
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Frédéric GROSSE
- Monsieur Xavier HUARD
- Mademoiselle Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER
- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX
- Mademoiselle PRETAT Aurélie
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Mademoiselle Julie THUILLEAUX
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER

- Madame Isabelle VIDREQUIN

- Monsieur Eric ZURCHER

b) pour les personnels des écoles et instituts qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Madame Marie-France GAUROIS

- Monsieur Alain VIAUX

- Monsieur Jean Michel KLEFFERT

- Madame Sylvia PERRIN OZZA

- Madame Véronique PIERSON

- Monsieur Jean-Maurice PUGIN

- Madame Marie-Christine SCHONS

- Monsieur Gérard THOMAS

c) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :

- Mademoiselle Laure DELERY

- Monsieur Jean-Paul GASSMANN

- Monsieur Richard PEREZ

- Monsieur Jean Louis PEROT

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Attaché(e)s d'Administration Hospitalière suivant(e)s de la direction de la facturation suivant(e)s :

- Madame Marie-José BICHET

- Madame Colette HOURMAN

e) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Cadres Supérieurs de Santé des pôles médicaux et médico-techniques suivants :

- Madame Christine LAVOIVRE

- Monsieur Patrick AUBLET-CUVELIER

- Madame Marie-José DONO

- Madame Annie CHERY

- Madame Patricia CHANET

- Madame Françoise RICHARD

- Madame Jocelyne DAWINT

- Madame Isabelle CASTIN

- Madame Véronique KLEIN

- Monsieur Gilles FERQUEL

- Monsieur Michel PICHON

- Madame Sophie POTTIER

- Madame Eliane BAUMANN

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c), d) et e), les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé

- Monsieur Jean Michel KLEFFERT pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers

- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants

- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois

- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de puériculture

- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois

- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes

- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Michèle LLORCA, Monsieur Charles ROESCH, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Gérard UMLOR et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Charles ROESCH et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD, et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur Adjoint des Ressources Humaines ainsi qu'en l'absence de ces derniers à Madame Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,

- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.
Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 3 janvier 2012

Le Directeur Général, Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation (engagement des dépenses) :

- Geneviève LEFEBVRE
- Diane PETTER
- Philippe BOUC

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

Décision n° 005/12 de délégation de signature en date du 3 janvier 2012

Le Directeur,

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;
VU les articles D 6143-33 à D 6143-35 du Code de la Santé Publique ;
VU l'information qui sera donnée au prochain Conseil de Surveillance ;
VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2008 désignant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;
VU la décision en date du 12 août 2002 nommant Monsieur Francis MANGEONJEAN dans les fonctions de Directeur des Soins au Centre Psychothérapique de Nancy ;

DECIDE

Article 1er : La décision n° 017/02 du 09 décembre 2002 est abrogée et remplacée par la présente décision.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Francis MANGEONJEAN, Directeur des Soins, Coordinateur des Soins, à effet de signer les tableaux de service des services de soins et, lors des gardes administratives, toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du livre 2 de la troisième partie du Code de la Santé Publique relatives à la lutte contre les maladies mentales.

Article 3 : La signature visée à l'article 2 est annexée à la présente décision. Elle doit être précédée de la mention « pour le Directeur et par délégation » suivie du grade et de la fonction du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés du signataire devront suivre la signature manuscrite.

Article 4 : La présente délégation prend effet le 3 janvier 2012. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Laxou, le 3 janvier 2012

Le Directeur
Gilles BAROU

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Unité affaires transversales et contentieux

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 58790 du 9 janvier 2012 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Foug

Par arrêté préfectoral n° 58790 en date du 9 janvier 2012, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TJ 140 kva EHPAD, rue du général Leclerc, sur la commune de FOUG.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 60181 du 9 janvier 2012 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Thiaucourt-Regnieville

Par arrêté préfectoral n° 60181 en date du 9 janvier 2012, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation T. jaune + extension 250 kva bâtiment socio-culturel, rue du Stade, sur la commune de THIAUCOURT-REGNIEVILLE.

